**APPROBATION**

**DU COMPTE RENDU**

**DU 05 NOVEMBRE 2015**

Séance ordinaire du 05 novembre 2015, le Conseil Municipal de la Commune de Clermont légalement convoqué, s’est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur le Maire.

***Présents***: M.OLLIVIER, M.BELLANGER, Mme BOVERY, M.DIZENGREMEL, M.DELCROIX, Mme DECHAUMONT, M.TANTOST, Mme FOURNIER, M.MINE, M.CARVALHO, Mme BONDOUX, M. WALRAND, M. HERBET, Mme VANDEWATTYNE, M.LAMBERT, Mme BORDERIAS SOLER, M.CUSSERNE, Mme KAZMIERCZAK, Mme MARTIN, Mme CALDERON, M.LEDUC, M.KHARRAB, Mme SPAGNUOLO,  M.BOUCHARD, Mme AYMONIN, Mme BIASON, M.BARMA, M.ISKOU

***Absents ayant donné pouvoir*** :

Mme JACQUOT à Mme FOURNIER

M. POULAIN à Mme BIASON

M.TEIXEIRA à M.DELCROIX

***Absents  excusés :***

Melle CHANOINE

Mme BAGOUSSE

***Secrétaire*** : Pascal DIZENGREMEL

Le compte-rendu du 22 septembre 2015 a été approuvé à l’unanimité.

**1. Schéma départemental de coopération intercommunale**

Conformément à l’article L 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales le 12 octobre 2015, le projet de schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) a été présenté aux membres de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI).

De même, aux termes du deuxième alinéa du IV de l’article L 2224-31 de ce même code, la création par département d’une structure unique autorité organisatrice de la distribution publique d’électricité est obligatoire.

C’est ainsi que la commune de Clermont est concernée par la proposition 23 de ce projet concernant la fusion des syndicats d’électricité SE60, SEZEO et Forces Energies, ces trois syndicats concluant les mêmes marchés : celui de la fourniture d’énergie.

Par ailleurs, au-delà du regroupement de ces trois syndicats, les 5 communes « isolées » du département (Angicourt, Le Plessis Brion, Cambronne-les-Ribécourt, Chiry-Ourscamp, Ribécourt-Deslincourt) seront invitées à rejoindre le syndicat fusionné.

Après avis favorable de la commission des finances et après en avoir délibéré, le conseil municipal, par 2 abstentions (Mme BORDERIAS SOLER, M. KHARRAB), 4 voix contre (M.CARVALHO, M.HERBET, Mme VANDEWATTYNE, Mme MARTIN) et 25 voix pour, valide ce projet.

M. CARVALHO pense que le conseil municipal n’a aucune légitimité pour se prononcer sur le regroupement de ces 3 syndicats d’électricité en un seul. Cette décision de l’Etat va à l’encontre de la volonté des élus des deux plus petits syndicats et n’apportera aucun avantage aux usagers de ces territoires.

M. BARMA quant à lui se demande s’il est possible de faire autrement puisque la création d’une structure unique pour la distribution d’électricité est obligatoire.

Mme BORDERIAS SOLER ne comprend pas pourquoi voter pour une décision qui sera de toute façon imposée.

M. le Maire souligne qu’il s’agit de la loi, que les communes membres du syndicat d’énergie de l’Oise doivent être consultées sur la modification du périmètre dudit syndicat ; enfin, le département de l’Oise est le deuxième département en nombre de syndicats.

**2. Décision modificative n°2 – Ville**

Après avis favorable de la commission des finances et après avoir délibéré sur les opérations suivantes, le conseil municipal, à l’unanimité, autorise Monsieur le Maire ainsi que le Premier Adjoint, à signer les documents nécessaires à leur mise en application.

**SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**DEPENSES**

**CHAPITRE 012 – CHARGES DE PERSONNEL -176 000**

64111 Personnel titulaire - 68 000

64131 Personnel non titulaire -110 000

64168 Autres emplois d’insertion 65 000

6451 Cotisations à l’URSSAF - 32 000

6453 Cotisations aux Caisses de Retraite - 34 000

64731 Allocations de Retour à l’emploi 3 000

**023 – 01 OA - Virement à la section d’investissement 658 000 658 000**

**TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT** **482 000**

**RECETTES**

**CHAPITRE 74 – DOTATIONS ET PARTICIPATIONS 309 792**

74121 Dotation solidarité rurale 41 468

74123 Dotation solidarité urbaine 243 134

74127 Dotation nationale de péréquation 25 190

**CHAPITRE 013 – ATTENUATIONS DE CHARGES 172 208**

6459 Remboursement/charges sécurité sociale et prévoyance 167 000

6419 Remboursement/rémunérations du personnel 5 208

**TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT 482 000**

**SECTION D’INVESTISSEMENT**

**DEPENSES**

2111 - 820 RF *opération 40 - Réserve foncière* Achat de terrains 10 000

**TOTAL DEPENSES D’INVESTISSEMENT**  **10 000**

**RECETTES**

021 - 01 OA *opérations non affectées* Virement de la section de fonctionnement 658 000

10222 - 01 OA *opérations non affectées* F.C.T.V.A 17 000

1641 - 01 OA *opérations non affectées* Emprunt - 665 000

 **TOTAL RECETTES D’INVESTISSEMENT 10 000**

|  |  |
| --- | --- |
| **3. Garantie d’emprunt Ecole Notre Dame de la Providence**Le Diocèse de Beauvais, propriétaire de l’école privée Notre Dame de la Providence, a pour projet de quitter les locaux scolaires situés place de l’hôtel de ville. Une nouvelle construction est envisagée, rue des Sables, à côté du CESAP. Pour financer ce projet, dont le coût est évalué à 3 450 000 €, le Diocèse doit contracter un emprunt de 2 900 000 € et trouver, à la demande des organismes prêteurs, une collectivité qui se porterait garante.Selon les termes des articles L2252-1 et D1511-35 du code général des collectivités territoriales, la part d’un emprunt de ce type, susceptible d’être garantie par une ou plusieurs collectivités, est de 50% du montant de l’emprunt.Considérant qu’une soixantaine d’enfants clermontois sont scolarisés dans cette école, qui en compte au total un peu plus de 300, Après avis favorable de la commission des finances et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité, autorise, pour autant que le projet se concrétise sur le territoire communal, Monsieur le Maire ou son Premier Adjoint, à accepter que la commune de Clermont se porte garante, à hauteur de 1 450 000 €, de l’emprunt contracté par le Diocèse de Beauvais et signer les documents afférents à ce dossier. M. BARMA demande pourquoi la garantie d’emprunt n’est portée que par Clermont alors que seulement une soixantaine d’enfants fréquentant cet établissement sont clermontois.Cette reconstruction se faisant sur la commune de Clermont, le diocèse n’a sollicité aucune autre collectivité.Par ailleurs, la communauté de communes du Clermontois n’étant pas compétente en matière d’établissement scolaire du premier degré elle n’aurait, même si elle avait été sollicitée, pu se porter garante. |  |

**4. Acquisition d’une parcelle de terrain rue Victor Hugo – Voiries et parkings du CESAP et ADPEP 60**

Par délibération en date du 17 juin 2011, le Conseil Municipal a autorisé la cession à l’euro symbolique d’un terrain de 3 207 m² situé rue Victor Hugo au profit du CESAP et de l’ADPEP60 de Clermont afin d’y construire un Service d’Education Spéciale, de Soins et d’Aide à Domicile (SESSAD) et un Centre Médico-Psycho Pédagogique (CMPP).

Lors de la signature de l’acte notarié actant cette cession en février 2015, il avait été convenu que le CESAP et l’ADPEP 60 rétrocèderaient à la Ville les voiries et parkings issus de cette construction.

La parcelle concernée issue de la division de la parcelle BB n° 100 est la parcelle BB n°106 d’une superficie de 1 226 m².

Après accord de l’Assemblée Générale du CESAP et du Conseil d’Administration de l’ADPEP 60 concernant cette rétrocession,

Après avis favorable de la commission des finances et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité,

* approuve la rétrocession, au profit de la Ville, à l’euro symbolique de la parcelle BB n°106 d’une superficie de 1 226 m²,
* intègre cette parcelle au domaine public communal,
* autorise Monsieur le Maire, ainsi que le Premier Adjoint à signer toutes les pièces concernant la rétrocession de cette parcelle.

**5. Acquisition de terrain VERSCHEURE**

Madame SUEL Michelle épouse VERSCHEURE et Monsieur Christian VERSCHEURE sont propriétaires de 1 125 m² de terrain non construit en bout de la parcelle cadastrée AP 372. Cette parcelle d’une superficie totale de 3 613 m² classée en zone UA du PLU (zone constructible en centre-ville) appartient à un ensemble de copropriétaires.

Suite à l’approbation du PLU en décembre 2014, une partie de cette parcelle AP 372, dont le terrain de M. et Mme VERSCHEURE, a été classée en secteur « cœur d’îlot vert ». Ces secteurs ont pour vocation de constituer des espaces de respiration dans le tissu urbain ou des espaces de transition entre l’habitat et les zones naturelles et sont donc non constructibles.

Aussi, la ville, dans le cadre de sa politique foncière, souhaite acquérir ce terrain de 1 125 m² pour un montant de 22 500 €.

Après avis favorable de la commission des finances et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité, autorise Monsieur le Maire ainsi que le Premier Adjoint à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

**6. Les Politiques publiques (VVV, FIPD, Contrat de Ville) 2015**

La Ville de Clermont et la Communauté de communes du Clermontois ont signé le 7 juillet 2015 le nouveau contrat de Ville élaboré en partenariat avec l’ensemble des acteurs partie prenante à la politique de la Ville : les collectivités locales, l’Etat, les bailleurs sociaux, les acteurs économiques et associatifs.

Dans ce cadre, le centre socioculturel a répondu à l’appel à projet unique, au titre des dispositifs :

 - VVV : Ville Vie Vacances,

 - FIPD : Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance,

 - Contrat de Ville.

avec pour objectifs de répondre aux enjeux prioritaires identifiés dans les contrats de ville concernés et constuits autour de :

1. La cohésion sociale,
2. Le renouvellement urbain et le cadre de vie,
3. Le développement économique,
4. Gouvernance et participation citoyenne.

et avec trois dimensions transversales :

* La promotion de la jeunesse,
* La lutte contre les discriminations,
* L’égalité hommes/femmes.

Par ailleurs, en ce qui concerne les VVV et le FIPD, il convient de tenir compte des priorités ci-après émanant du Commissariat Général pour l’Egalité des Territoires (CGET) :

 - Culture, sport et cuisine,

 - Education au respect de l’environnement,

 - Actions ayant un axe prévention de la délinquance,

 - Actions favorisant l’implication des parents dans la préparation des activités,

 - Actions à viser éducatives,

 - Programme d’actions à l’intention des jeunes exposés à la délinquance,

 - Programme d’actions pour améliorer la prévention des violences faites aux femmes, des violences interfamiliales et l’aide aux violences,

 - Programme d’actions pour améliorer la tranquillité publique.

C’est ainsi que dans le cadre des actions mises en place par le centre socioculturel des subventions peuvent être sollicitées.

***Dans le cadre de VVV (Ville Vie Vacances) :***

1. Séjour, sport, patrimoine et citoyenneté

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 35 536.00 € | 3 500.00 € | 3 500.00 € | 10 877.00 € | 3 749.00 € | 13 910.00 € |

1. Autonomie, responsabilité et citoyenneté

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 26 765.00 € | 4 800.00 € | 6 500.00 € | 4 825.00 € | 1 880.00 € | 8 760.00 € |

***Dans le cadre de la MILDECA (Mission Interministérielle de Luttes contre les Drogues***

***et les Conduites Addictives) :***

1. Ecoute et prévention par les pairs (point écoute : ANPAA)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 14 147.00 € | - | 7 500.00 € | - | 693.00 € | 5 954.00 € |

***Dans le cadre du FIPD (Fond Interministériel de Prévention de la Délinquance) :***

1. Prévention de lutte contre les violences et discriminations à travers des instances éducatives et péri-éducatives

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 43 636.00 € | - | 8 000.00 € | - | 1 029.00 € | 34 607.00 € |

1. Gilets par balles

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 1 184.00 € | - | 500.00 € | - | - | 684.00 € |

***Dans le cadre du contrat de Ville :***

1. BAFA Citoyens

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 9 675.00 € | - | 3 100.00 € | - | - | 6 575.00 € |

1. Intégration et vie sociale

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 21 267.00 € | - | 6 500.00 € | 398.00 € | - | 14 369.00 € |

1. L’art numérique

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 7 014.00 € | - | 1 400.00 € | - | 1 458.00 € | 4 156.00 € |

1. Les portes du temps

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 3 943.00 € | 427.00 € | 1 116.00 € | 324.00 € | 348.00 € | 1 728.00 € |

1. Accueils loisirs jeunesse (enveloppe complémentaire)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 67 371.00 € | 3 000.00 € | 6 500.00 € | 5 000.00 € | 9 000.00 € | 43 871.00 € |

1. Prévention lutte contre toutes les formes de discriminations (enveloppe complémentaire)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 66 067.00 € | 26 604.00 € | 10 000.00 € | - | 2 736.00 € | 26 727.00 € |

1. Ingénierie Politique de la ville (Elaboration et appui au sein des contrats de ville)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 65 194.00 € | - | 22 000.00 € | - | - | 43 194.00 € |

1. Ingénierie Projet Réussite Educative

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 28 611.00 € | - | 13 000.00 € | - | - | 15 611.00 € |

1. Adulte relais – médiateur de quartier

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 25 481.00 € | - | 17 538.00 € | - | 2 147.00 € | 5 796.00 € |

1. Permis citoyens

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Coût Projet | CAF | CGET | Redevances usagers | Autre | Ville Clermont |
| 15 148.00 € | - | 2 000.00 € | - | 12 000.00 € | 1 148.00 € |

Après avis favorable de la commission des finances et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité,

 - approuve la réalisation de ces projets,

 - autorise Monsieur le Maire ainsi que le Premier Adjoint à solliciter une subvention de 109 154,00 € auprès du CGET.

**7. Compétence Mise en réseau des bibliothèques de la Communauté du Clermontois  et gestion de ce réseau »**

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles 5211-1 et suivants, et L 5214 -1 à  L 5214-16,

Vu l’Arrêté n° 35/2006 du 8 décembre 2006 de Mr Le Préfet de l’Oise portant modification des compétences de la Communes du Clermontois,

Vu la proposition de la Direction Régionale de l’Action Culturelle de mettre en œuvre sur le Clermontois un « Contrat Territoire  lecture » (CTL) dans le but de « lutter contre les problèmes persistants de lecture »,

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Clermontois du 17 septembre 2015  adoptant la mise en réseau des bibliothèques et de gestion de ce réseau au niveau intercommunal,

Considérant que l’option intercommunale apparaît être le moyen à privilégier pour mettre en œuvre une politique cohérente, efficace et coordonnée dans ce domaine,

Considérant que chaque conseil municipal membre de la Communauté de communes doit se prononcer dans le cadre de l’exercice de la compétence mise en réseau des bibliothèques et gestion de ce réseau par la Communauté de communes du Clermontois lui permettant d’intervenir dans ce domaine.

Après avis favorable de la commission des finances et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité,

* accepte l’intégrationdans les compétences communautaires la compétence « Mise en réseau des bibliothèques de la communauté de communes et gestion de ce  réseau » sous le libellé :

**Compétences facultatives**

Est d’intérêt communautaire la compétence facultative suivante : « Mise en réseau des bibliothèques de la Communauté du Clermontois  et gestion de ce réseau »

**8. Application de la Charte Régionale d’Entretien des Espaces Publics 2015-2018**

La protection de la qualité de l’eau fait partie des priorités environnementales au niveau européen et français.

La commune de Clermont dispose de 4 captages d’eau potable, environ 60% du ruissellement de la commune s’y retrouvent. La qualité de l’eau est globalement bonne pour la consommation d’eau potable. Cependant, les teneurs en produits phytosanitaires sont proches des valeurs limites de potabilité fixées à 0.1µg/L (source : Etat Initial de l’Environnement SCOT Pays du Clermontois – Plateau Picard).

En prévision de la loi Labbé et dans la poursuite de ses engagements déjà menés dans le sens de la réduction de l’usage des produits phytosanitaires, la ville souhaite se réengager dans la signature de la Charte Régionale d’Entretien des Espaces Publics.

Cette signature entraine l’engagement de la commune à supprimer définitivement l’usage de ces produits.

Après avis favorable de la commission des finances et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer la Charte Régionale d’Entretien des Espaces Publics au dernier niveau ainsi que l’ensemble des documents pour solliciter les demandes de subventions auprès de l’Agence de l’Eau Seine Normandie et du Conseil Régional de Picardie.

**Budget prévisionnel sur deux ans :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Formation Communication** |  TTC  |   |  TTC  |
| DEPENSES PREVISIONNELLES | RECETTES PREVISIONNELLES |
| Formation stades | 800,00 €  | commune | 7 040,00 €  |
| Accompagnement GD sur 2 ans + audit des pratiques, plan d'action | 30 000,00 € | conseil régional | 10 560,00 € |
| Audit final extérieur | 1 400,00 €  |   |   |
| Animations quartier + expo | 3 000,00 €  | AESN | 17 600,00 €  |
| TOTAL | 35 200,00 €  |   | 35 200,00 €  |
|  |  |  |  |
| **Acquisition matériels- Plants** |  HT  |   |  HT  |
| DEPENSES PREVISIONNELLES | RECETTES PREVISIONNELLES |
| Talus | 8 500,00 €  | commune | 11 275,00 €  |
| Pieds murs | 2 000,00 €  | conseil régional | 2 255,00 €  |
| Coupe branche électrique | 250,00 €  |  AESN  | 9 020,00 €  |
| Désherbeur lame (reciprocator)  | 1 200,00 €  |   |   |
| Têtes brosse pour débroussailleuses  | 900,00 €  |   |   |
| Désherbeur mécanique | 4 800,00 €  |   |   |
| Enherbement cimetière | 3 500,00 €  |   |   |
| Bruleurs thermiques à dos | 1 400,00 €  |   |   |
| TOTAL | 22 550,00 €  |   | 22 550,00 €  |

**9. Lancement d'une étude " Plan de gestion de la zone humide des Marais "**

Dans le cadre de son Agenda 21, la municipalité a proposé de mettre en œuvre un plan de gestion écologique du site des Marais classé en Espace Naturel Sensible, répertorié en zone humide par le Syndicat Intercommunal de la Vallée de la Brêche, disposant des points de captage d'eau potable de la commune avec de forts enjeux de préservation et d'une zone d'activité de jardins familiaux.

La zone est délimitée au nord par la RN31 et au sud par les voies ferrées.

Cette étude " Plan de gestion de la zone des marais " estimé à 8 000 € TTC (budget prévisionnel sur 18 mois) comprendra :

* Phase 1 (Diagnostic) : état des lieux et diagnostic du secteur d’étude ;
* Phase 2 (Avant-projet) : proposition de scénarii de restauration du site ;
* Phase 3 (Proposition) : définition d’un programme de restauration et d’entretien.

Après avis favorable de la commission des finances et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l’unanimité, autorise Monsieur le Maire à lancer les consultations, solliciter les organismes référents pour les subventions au taux maximum auprès du Conseil départemental et de l'Agence de l'Eau Seine Normandie et signer tous les documents afférents à ce dossier.

Fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus et ont les membres signé au registre.